



LE LOGEMENT SOCIAL ET LES SQUATS

Le logement social et les squats (1)

2004-2009 : une politique ambitieuse du logement social

- 2 milliards par an (50% Etat - 50% province)
- Objectif : 1000 logements neufs par an

2010-2014 : Un coup d'arrêt brutal

- 610 millions par an (75% Etat - 25% Province)
- Objectif : 228 logements neufs par an

Résultat :

- 1150 nouveaux logements livrés en 2011
- 122 programmés pour 2013

Le logement social et les squats (2)

Une catastrophe sociale

- Un besoin avéré de 1170 nouveaux logements par an (rapport CTC novembre 2009)
- Pérennisation des squats et de la suroccupation des logements (= échec scolaire, délinquance, etc.)

Une catastrophe économique

- Baisse de commandes de 15 milliards/an dans le BTP
- 1000 à 2000 emplois menacés
- Une pénurie de logement favorisant la spéculation immobilière et la hausse des prix

Le logement social et les squats (3)

La légalisation des squats : une politique de ghettoïisation contraire au destin commun

- Une injustice flagrante : 2 formes d'habitat pour 2 catégories de citoyens (ceux qui respectent le droit et les règles et qui s'endettent pour se loger / ceux pour qui l'occupation vaut titre)
- A chacun son quartier : fin de la mixité sociale, début de l'apartheid
- Maintien de conditions de vie insalubres
- Forte incitation à de nouvelles installations
- Les pouvoirs publics engagent leur responsabilité